FICHE 35

DIFFICULTÉS DES RELATIONS EURO-ARABES

Outre celles qui sont d'ordre bilatéral, une part importante des relations entre l'Union européenne (UE) et les pays arabes s'organise à travers les partenariats méditerranéens. La Méditerranée, analysée comme l'épicentre de crises menaçantes, apparaît aussi comme un cadre géographique et conceptuel susceptible d'apporter une réponse cohérente aux défis qui traversent ses pays riverains.

ESPOIRS ET LIMITES DU PROCESSUS DE BARCELONE

Le premier partenariat méditerranéen contemporain est lancé en 1995, sous le nom de processus de Barcelone, entre les quinze pays de l'Union européenne et douze pays des rives méridionales et orientales de la Méditerranée, dont huit États arabes. Ce partenariat s'organise autour de trois axes d'activités : politique et sécurité, économie et finances, social et culturel. La forte intuition du Processus réside dans la compréhension du caractère indissociable de ce triptyque et de l'impossibilité de construire des relations partenariales équilibrées entre les deux rives de la Méditerranée si un des éléments constitutifs manque. Rapidement les limites sont néanmoins atteintes, notamment à cause de l'incapacité à régler le conflit israélo-palestinien, mais aussi par la mise en œuvre de la Politique européenne de voisinage (PEV) en 2004 qui modifie le cadre des relations des pays de l'UE avec ses voisins : il s'agit en effet de créer, à travers des accords bilatéraux, une périphérie d'États régis par une « bonne gouvernance » conçue par les Européens. Ainsi, le projet de créer des coopérations multilatérales basées sur des objectifs communs est relégué au second plan et les pays de la périphérie européenne ne sont plus des partenaires mais des voisins. Le glissement n'est pas que sémantique, et, pour parler clair, la PEV qui se substitue graduellement au processus de Barcelone, se réduit à un binôme

sécurité – libéralisation du commerce, bien éloigné des préoccupations des pays arabes, l'ouverture commerciale seule ne pouvant constituer une stratégie de développement en soi.

L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Très rapidement, le processus de Barcelone devient inefficace et c'est dans ce contexte qu'est créée, en 2008, l'Union pour la Méditerranée (UpM) afin d'impulser un nouvel élan politique à la coopération euro-arabe. Fondée sur une union de projets à géométrie variable, l'UpM ne réussira néanmoins pas à produire l'impulsion attendue. Trois facteurs négatifs se conjuguent en effet :

- la persistance de la non résolution du conflit israélo-palestinien, qui bloque le développement de projets efficients ;
- la crise économique qui frappe l'UE et entraîne son immobilisme ;
- les instabilités politiques, conséquences des soulèvements dans plusieurs pays arabes à partir de 2011 et qui ruinent de *facto* les ambitions de l'UpM.

Ainsi, les politiques méditerranéennes de l'UE ne parviennent pas à impulser un véritable partenariat euro-arabe. L'incapacité de l'Union européenne à se projeter comme un acteur stratégique et la difficulté des pays de la rive Sud à prendre enfin le chemin d'un développement résolu et équitable estompent en effet cette perspective. D'autant que, pour l'heure, si les États arabes de la rive Sud doivent toujours plus se hisser au niveau des exigences européennes, ils ne bénéficient pas en retour d'avancées significatives sur des dossiers qui sont vitaux pour eux. On pense tout particulièrement au défi des questions migratoires.

> « La Méditerranée doit demeurer une priorité stratégique pour l'Europe. »
>
> *Jacques Chirac, sommet de Barcelone, 28 novembre 2005*

On peut craindre que les deux rives de la Méditerranée ne parviennent de moins en moins à formuler une vision et des projets communs et que les États arabes fassent alors une analyse en termes d'avantages/inconvénients et privilégient à l'avenir des partenaires tels que les États-Unis, la Russie, l'Inde ou la Chine. Cela signifierait que les défis sécuritaires, politiques ou économiques ne seraient pas pris en charge par les acteurs régionaux les plus directement concernés. L'enjeu est pourtant que les États engagés dans ce partenariat euro-arabe puissent à terme construire leur autonomie stratégique et soient en situation de relever les défis communs sans passer sous les fourches caudines de puissances extérieures.

Or ces défis resteront en l'état si les partenaires ne sont pas en situation de réactiver la méthode initiale du triptyque de Barcelone. L'originalité du partenariat résidait dans une philosophie d'action qui tentait de promouvoir une approche globale intégrant les paramètres économiques, environnementaux, politiques, sociaux et de sécurité. Malheureusement, il manque aujourd'hui cette vision stratégique et les deux rives semblent d'avantage s'éloigner que se rapprocher.